

Eccofor : à l'école de la production

A Dole, dans le Jura, l'association Eccofor a créé en 2013 Juralternance, une « école de production ». Ces structures, inventées à la fin du XIX^e siècle et au nombre de vingt aujourd'hui, donnent la primauté aux enseignements pratiques, selon le principe de « faire pour apprendre », afin de remobiliser des jeunes sortis du système scolaire. S'adressant à des élèves âgés de 15 à 18 ans, le programme se répartit pour deux tiers en enseignements pratiques et pour le tiers restant en enseignements théoriques.

Juralternance, qui a le statut d'établissement privé d'enseignement technique, a développé deux filières : les métiers du pneumatique et ceux de la métallerie^[1]. La filière pneumatique, qui forme au rechapage^[2] et au recyclage des pneus, est emblématique de l'ambition d'Eccofor d'agir autant pour l'économie circulaire que pour l'insertion des jeunes, qu'elle forme sur des métiers en tension. L'autre particularité de cette école est de s'intégrer dès le départ dans l'environnement économique des deux filières qu'elle enseigne, à la manière du secteur de l'insertion par l'activité économique. Un jeune qui monte un pneu à Juralternance sait qu'il le fait pour un client ou une entreprise partenaire. Les revenus ainsi générés financent 70 % du dispositif ; les 30 % restants viennent de subventions régionales et de fondations privées.

Juralternance accueille cette année 16 élèves (on comptait 295 décrocheurs scolaires à Dole en 2013). Ils ont été sélectionnés par des prescripteurs (missions locales, centres éducatifs, établissements scolaires du territoire...) et choisis à l'issue d'un stage de découverte d'une semaine pour évaluer leur motivation.

[1] La métallerie regroupe les activités de fabrication et de pose d'ouvrages métalliques pour un bâtiment.

[2] Le rechapage consiste à reconstituer la chape de caoutchouc d'un pneu usé pour le réutiliser.

■ EN SAVOIR PLUS : www.eccofor.fr

Trois questions à

Louis Gallois, président de la Fédération des acteurs de la solidarité (Fnars)



Oliver Robit

La solidarité n'est pas un coût, c'est un investissement

Pourquoi s'engager dans l'opération « Territoires zéro chômeur de longue durée » ?

Le chômage de longue durée concerne plus de 2 millions de personnes. C'est la gangrène du corps social. Le dispositif « Territoires zéro chômeur de longue durée », imaginé par ATD Quart monde et transformé en loi de la République, part de trois constats : tout le monde est employable, même si certains doivent être accompagnés pour revenir à l'emploi ; des emplois utiles à la collectivité existent, même s'ils ne peuvent pas « justifier » un salaire marchand ; il y a de l'argent. Un chômeur de longue durée coûte entre 18 000 et 20 000 euros par an, c'est-à-dire à peu près le montant du Smic brut annuel. Pourquoi ne pas affecter cet argent au financement de tout ou partie des salaires ? Il y a là une manière nouvelle extraordinairement stimulante d'aborder l'emploi et la remise à l'emploi des chômeurs de longue durée.

L'aide sociale n'entretient-elle pas les pauvres dans la pauvreté ?

L'idée sous-jacente à cette question est qu'au fond, les aides sont suffisamment importantes et si peu conditionnées qu'elles n'encouragent pas les pauvres à sortir de la pauvreté. Je trouve cette argumentation d'une extrême pauvreté ! L'immense majorité des plus démunis veut, à tout prix, sortir de l'exclusion, retrouver du travail ou un logement digne. Sans les aides, ils n'ont pratiquement aucune chance d'y parvenir. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas adapter ces aides à l'évolution de la pauvreté pour les rendre plus efficaces et toujours insister sur l'idée de parcours vers le droit commun et la pleine citoyenneté, ainsi que sur l'accompagnement qu'il nécessite.

Le coût de la solidarité est-il excessif ?

La solidarité n'est pas un coût, c'est un investissement. Une société plus solidaire, c'est une société plus forte, plus résistante, mais aussi plus compétitive. On ne mesure jamais le coût de la non-solidarité, celui des inégalités, surtout lorsqu'elles se reproduisent de génération en génération. Investir dans la prévention, la jeunesse, l'accès à la citoyenneté, une société plus solidaire, c'est préparer l'avenir. Ce seront les thèmes du congrès de la Fnars – désormais Fédération des acteurs de la solidarité – en janvier prochain. Nous interpellons les candidats à l'élection présidentielle sur tous ces thèmes.

■ Propos recueillis par Denis Clerc